

Référentiel de Paye


200608

Prime spéciale en faveur de certains personnels du ministère de l'agriculture

1. Identification

Code BJ	200608
Libellé bulletin de Paie	PRIME SPECIALE
Code PAY	0608
Libellé	Prime spéciale en faveur de certains personnels du ministère de l'agriculture
Référence	200608
Libellé complémentaire	
Entité Ministère Direction	MI130 - Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Chapitre RdP	Indemnitaire
Date d'entrée en vigueur de l'indemnité	01/01/2000
Date d'abrogation de l'indemnité	
Date de début de validité de la fiche	01/07/2022
Date de fin de validité de la fiche	

Documentation Pissarho

https://pissarho.cisirh.rie.gouv.fr/sites/default/files/documents_en_masse/200608_MAA_PRIME_SPECIALE.pdf

Commentaire	
-------------	--

2. Références juridiques

Libellé du texte	Article	NOR
Décret n° 2000-239 du 13 mars 2000 instituant une prime spéciale en faveur de certains personnels du ministère chargé de l'agriculture		AGRA0000381D
Arrêté du 9 août 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2000 pris pour l'application du décret n° 2000-239 du 13 mars 2000 instituant une prime spéciale en faveur de certains personnels du ministère chargé de l'agriculture		AGRS1105481A
Arrêté du 20 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 13 mars 2000 pris pour l'application du décret n° 2000-239 du 13 mars 2000 instituant une prime spéciale en faveur de certains personnels du ministère chargé de l'agriculture		AGRS1020890A
Arrêté du 13 mars 2000 fixant la liste des corps et des emplois prévue à l'article 1er du décret n° 2000-239 du 13 mars 2000 instituant une prime spéciale en faveur de certains personnels du ministère chargé de l'agriculture		AGRA0000382A
Arrêté du 13 mars 2000 pris pour l'application du décret n° 2000-239 du 13 mars 2000 instituant une prime spéciale en faveur de certains personnels du ministère chargé de l'agriculture		AGRA0000383A

3. Conditions d'attribution

3.1 Populations

3.1.1 Populations éligibles

T - Titulaire

3.2 Conditions d'attribution liée au corps, grade, emploi fonctionnel

Les corps et emplois sont fixés comme suit :

Ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts
 Ingénieurs d'agronomie
 Ingénieurs des travaux ruraux
 Ingénieurs des travaux des eaux et forêts
 Ingénieurs des travaux agricoles
 Techniciens des services du ministère chargé de l'agriculture
 Adjointes techniques des services déconcentrés
 Agents techniques des services déconcentrés
 Agents du corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts nommés dans un emploi de directeur d'un établissement public de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire
 Agents des corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts et des ingénieurs d'agronomie nommés dans un emploi de directeur général ou directeur d'administration centrale, de vice-président du Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts, de président de section au Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts, de chef de service, de directeur adjoint ou sous-directeur de l'administration centrale
 Agents des corps des ingénieurs des travaux ruraux, des ingénieurs des travaux des eaux et forêts et des ingénieurs des travaux agricoles nommés dans un emploi de chef de mission
 Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt
 Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt
 Directeurs de l'agriculture et de la forêt
 Attachés administratifs des services déconcentrés
 Secrétaires administratifs des services déconcentrés
 Adjointes administratifs des services déconcentrés
 Agents administratifs des services déconcentrés
 Agents du corps des attachés administratifs des services déconcentrés nommés dans un emploi de chef de mission
 Maîtres ouvriers des services déconcentrés
 Ouvriers professionnels des services déconcentrés
 Conducteurs d'automobile des services déconcentrés
 Agents des services techniques des services déconcentrés

3.3 Condition d'attribution liée au poste ou à l'affectation (géo ou adm)

Arrêté du 13 mars 2000 : La liste des établissements publics est fixée comme suit :
 Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts
 Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg
 Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts
 Inventaire forestier national
 Institut national de formation des personnels du ministère de l'agriculture
 Agence française de sécurité sanitaire des aliments
 Etablissement public Les Haras nationaux

Arrêté du 20 octobre 2010 : La liste des établissements publics est complétée par les dispositions suivantes :
 Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer
 Agence de services et de paiement
 Institut national de l'origine et de la qualité
 Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer

Arrêté du 09 août 2011 : L'article 1er de l'arrêté du 13 mars 2000 susvisé est modifié comme suit :
 Les deuxième et troisième alinéas sont supprimés.
 Le septième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail »

3.4 Condition d'attribution liée aux fonctions, sujétions, activités ou vacations

Néant

3.5 Autres conditions

Etre en position normale d'activité dans les services de l'administration centrale et les services déconcentrés, dans les services à compétence nationale et dans certains établissements publics, ou mis à disposition.
 Les agents qui, bénéficiant de la prime spéciale, viennent à accéder à un corps, pouvant bénéficier de ladite prime, conservent le bénéfice du montant individuel théorique afférent à leur situation d'origine tant que le montant individuel théorique afférent à leur nouvelle situation est inférieur à celui-ci.
 Toutefois, l'affectation de l'agent n'entre pas en ligne de compte pour la comparaison entre les montants individuels théoriques mentionnés précédemment.

3.6 Conditions d'exclusion

Néant

4. Incompatibilités

Code BJ	Libellé BJ	Entité porteuse de l'incompatibilité	Incompatibilité	Type et N° texte	NOR
200611	IND.SPEC.SUJETIONS	MI130 MAA	Totale	Décret 2000-239	AGRA0000381D
200714	IND. RESID. A L'ETRANGER	MI130 MAA	Totale	Décret 2000-239	AGRA0000381D
201197	IND.FONCTION ET RESULTATS	MI130 MAA	Totale	Décret 2004-1082	PRMG0470640D
201793	I.F.S.E.	MI130 MAA	Totale	Décret 2014-513	RDFF1328976D

5. Modalités de liquidation

1 - PRIME SPÉCIALE

5.1 Expression métier

La prime spéciale est servie sur la base d'un montant individuel théorique déterminé à partir du grade ou de l'emploi, de l'échelon, de l'affectation et des fonctions exercées par chaque agent.

La formule de calcul est fixée comme suit : $MIT = (INM \times Cg + Cs) \times \text{taux de base} \times Ca$
(Se référer aux Annexes I et II de l'arrêté du 13 mars 2000)

INM est l'indice nouveau majoré afférent à l'échelon détenu par l'agent au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est attribuée la prime spéciale

Cg est le coefficient de grade

Cs est le coefficient spécifique

Ca est le coefficient d'affectation

Le taux de base est fixé à 28,45 F au 01/01/2000 soit 4,34 €

5.2 Plancher / Plafond

Type de contrôle	Descriptif du contrôle
Contrôle sur Plafond	Lorsque le montant individuel est modulé à la hausse, il ne peut excéder le double du montant individuel théorique

5.3 Périodicité de versement

Type de périodicité	Commentaire
	Non précisé dans les textes L'usage consiste à procéder à un versement pendant 11 mois sur la base de 90% et d'effectuer la régularisation le 12ème mois, soit en décembre

5.4 Modalités de revalorisation

Type de revalorisation	Commentaire
Arrêté	L'arrêté fixe le mode de calcul du montant individuel théorique

5.5 Attribution individuelle

Type	Commentaire
OUI	Le montant individuel peut être modulé, notamment en fonction du niveau de responsabilité, de la manière de servir, des sujétions individuelles et des avantages en nature de l'agent